



Renens zone hors TiSA

Les autorités de Renens s'engagent
pour un service public de qualité

Renens zone hors TiSA

Les autorités de Renens s'engagent avec détermination pour un service public complet et de qualité, géré directement par les collectivités publiques à tous les échelons de la politique suisse.

Elles s'opposent ainsi à tout accord qui conduirait à la privatisation ou au démantèlement des services publics, jusque dans les communes. C'est pourquoi elles ont déclaré la commune de Renens zone hors TiSA auprès du Conseil fédéral.

Qu'est-ce que TiSA ?

Le **TiSA (Trade in Services Agreement)**, ou l'**ACS (Accord sur le Commerce des Services)** en français, est un accord commercial en cours de négociation auprès de 23 membres de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), dont fait partie la Suisse.

Ce texte vise une **ouverture du marché des services à la concurrence internationale**. Il affiche une volonté de réduire les barrières en place telles que les quotas nationaux, les marchés publics réservés ou toutes autres normes de protection.

Il couvre l'ensemble du secteur des services :

- les octrois de licences
- les services financiers
- les télécommunications
- le commerce électronique
- le transport maritime

Mais également les services publics tels que :

- l'approvisionnement en énergie
- l'éducation publique
- la santé
- les transports publics
- l'incinération des déchets
- les services postaux.

Les seuls services non-concernés sont ceux relatifs au trafic aérien et ceux fournis exclusivement par les gouvernements, soit justice, police et défense.

Renens et TiSA, une longue histoire

Premières négociations sans consultations, première prise de position de Renens

En 2004 déjà, le Conseil communal de Renens attirait une première fois l'attention sur une négociation en cours, au niveau international, relative à la libéralisation du marché des services.

Ces discussions, aussi discrètes qu'importantes, évoquaient une ouverture potentielle à la concurrence de tous les secteurs qui font nos sociétés modernes, à l'exception des tâches liées à la police, à la sécurité, à la justice et à la défense.

Après de longs mois de négociations, cette première tentative est abandonnée face à l'incapacité de trouver un accord final entre tous les partenaires.

TiSA: reprise de négociations encore plus exclusives

Des négociations ont repris en 2013, à huis-clos, en dehors même du cadre de l'OMC. L'accord en cours de construction TiSA renforce encore les dispositions de libéralisation des premières négociations, avec notamment des mécanismes empêchant tout retour en arrière.

Le nouveau groupe de réflexion représente principalement les pays les plus riches et industrialisés tels que les Etats-Unis, le Canada, l'Australie, le Japon, l'Union européenne ainsi que la Suisse. Pour l'anecdote, ce groupe s'est donné le nom de "Really Good Friends of Services", soit "les vrais amis des services".

En parallèle, des accords bilatéraux entre pays se sont multipliés dans le but de faire avancer la libéralisation des échanges.

Afin de maintenir l'attention sur ces discussions, Municipalité et Conseil communal ont réaffirmé leur opposition à ce programme d'ouverture du marché des services publics en adressant une nouvelle résolution destinée au Conseil fédéral dans laquelle ils déclarent Renens "zone hors TiSA", tout comme des dizaines d'autres collectivités.

Engagement de la Ville de Renens pour le service public

Un potentiel accord TiSA renforcerait les dispositions pour une libéralisation de tous les services.

Quel serait l'avenir d'un service public, si celui-ci perdait justement tout lien avec l'espace public et avec les acteurs publics? Les autorités rennaises estiment que ce n'est pas une logique d'ouverture à la concurrence des services entre les pays, mais bien les compétences des communes et des cantons qui permettent d'organiser au mieux la gestion au quotidien des déchets, de l'eau potable, de la santé ou encore de l'éducation.

C'est pour soutenir le débat citoyen, l'autonomie de la Confédération, des cantons et des communes sur la gestion des services publics – véritables piliers de notre société – que la Ville de Renens se déclare opposée à la démarche TiSA à l'instar de plus en plus de communes suisses, parmi lesquelles Genève, Lausanne, Zurich, mais aussi les cantons de Vaud, Valais, Genève et Zoug qui ont approuvé des résolutions pour se déclarer "zone hors TiSA".

